

# Gülen, le meilleur ennemi d'Erdogan

■ L'imam a été le premier à être pointé du doigt par le président turc comme principal initiateur de la tentative de coup d'Etat.

Portrait Hubert Leclercq

**L**e coup d'Etat déclenché en Turquie, vendredi 15 juillet, a-t-il été initié par l'imam turc Fethullah Gülen ?

Pour le président turc, Recep Tayyip Erdogan, la réponse à cette question ne fait guère de doute. Dès sa réapparition en public, le président a accusé les putschistes d'être liés à son ennemi juré, exilé volontaire depuis des années aux Etats-Unis, sans toutefois jamais citer son nom.

Le coup d'Etat est un "soulèvement dans lequel l'Etat parallèle a également une part", a ainsi accusé le président Erdogan dans une intervention télévisée dès vendredi soir. Si Fethullah Gülen n'a pas été explicitement nommé, l'allusion est claire, car l'expression "Etat parallèle" fait directement référence au prédicateur.

Démenti formel

Mais le mouvement Hizmet ("Service" en français), lié à la confrérie religieuse de l'imam, a publiquement affirmé son opposition à cette tentative de putsch menée par une partie de l'armée.

Une déclaration publiée dans la nuit de vendredi à samedi sur Twitter par l'Alliance pour les valeurs partagées, une des vitrines officielles de la confrérie, condamne "toute intervention militaire dans la politique intérieure turque". La déclaration présente les affirmations des "cercles pro-Erdogan" sur l'implication de la confrérie de "haute responsabilité irresponsables".

Plus tard, c'est Fethullah Gülen lui-même qui a condamné "dans les termes les plus forts" la tentative de coup d'Etat.

"J'ai souffert de plusieurs coups d'Etat militaires au cours des cinquante dernières années et trouve donc particulièrement insultant d'être accusé d'avoir un quelconque lien avec cette tentative. Je réfute catégoriquement ces accusations."

Dans les heures qui ont suivi le putsch manqué, les contrôles aux frontières et dans les aéroports ont été renforcés afin d'éviter la fuite de membres du mouvement Gülen. Les autorités turques disent avoir découvert une liste de personnes censées prendre les rênes du pays si le coup d'Etat avait fonctionné.

Washington dit avoir demandé à Ankara des preuves contre le prédicateur. "Les Etats-Unis les recevront, les examineront et porteront des jugements appropriés", a promis le secrétaire d'Etat américain John Kerry. Samedi soir, le président turc a appelé les Etats-Unis à extraditer Fethullah Gülen.

Un ancien allié d'Erdogan

Fethullah Gülen trône à la tête d'une puissante confrérie musulmane qui prône – au moins de façade – le dialogue interreligieux et la tolérance, mais qui selon ses détracteurs fonctionne de façon sectaire. Hizmet, son mouvement, possède des éco-

les dans 180 pays, de nombreuses organisations caritatives et un prospère réseau d'entreprises. Pour Erdogan, c'est une organisation terroriste et, donc, un "Etat parallèle".

Il faut dire que le président turc connaît bien, très bien même, les réseaux du prédicateur qu'il a largement utilisés pour asseoir son pouvoir (en 2002), sur la base notamment de valeurs religieuses communes.

Cette alliance entre les deux hommes a aussi permis au mouvement Hizmet de s'assurer une influence considérable au sein de l'appareil d'Etat turc, notamment au sein de la police et des institutions judiciaires.

Divorce sur fond d'affaires de corruption

Le divorce entre ces deux alliés d'hier ne date que de 2013.

Cette année-là, un scandale de corruption a touché de plein fouet des proches du chef de l'Etat. Plusieurs cadres de l'AKP et de l'entourage de son leader sont arrêtés. Le pouvoir accuse immédiatement une tentative de renversement par le mouvement Hizmet désigné sous le terme d'"Etat parallèle". La lutte d'influence entre les anciens alliés se traduit par des purges massives visant les partisans du mouvement Hizmet au sein des institutions policières et judiciaires ainsi que dans la société civile et dans les médias (avec notamment la fermeture du quotidien "Zaman").

Exilé et reclus

Fethullah Gülen, aujourd'hui âgé de 75 ans, s'est volontairement exilé aux Etats-Unis à la fin des années 1990 du fait de son opposition aux militaires. Son mouvement a en effet été réprimé dès sa création par l'Etat kémaliste. Ses ennemis les plus déterminés étaient alors les militaires.

Depuis plus de seize ans, Fethullah Gülen vit reclus dans l'état de Pennsylvanie, loin des médias. Là-bas, il

bénéficie d'une image plutôt positive ce qui lui a valu, en 2008, de figurer parmi les "intellectuels les plus influents du monde" désignés par la revue américaine Foreign Policy.

Une popularité qui irrite le pouvoir turc qui avait préparé une demande d'extradition suite aux affaires de 2013. Nul doute que le dossier devrait rebondir dans les prochains jours.

Qualifié depuis cette funeste année 2013 d'organisation terroriste par les responsables du gouvernement turc, le mouvement Hizmet est historiquement opposé aux interventions de l'armée dans la vie politique du pays. Des poursuites judiciaires contre les relais du mouvement sont toujours en cours.

Mercredi dernier, l'agence officielle Anatolie indiquait, en citant des sources au sein de la magistrature, que le dossier de demande d'extradition de Fethullah Gülen avait été préparé par le procureur d'Ankara et était sur le point d'être envoyé au ministère américain de la Justice à Washington.

L'échec de la tentative de coup d'Etat pourrait se traduire par des actes de représailles violentes de la part des partisans du président Erdogan à l'encontre des soutiens du mouvement Hizmet au sein de la société civile.

**Le président turc connaît bien, très bien même, les réseaux du prédicateur qu'il a largement utilisés pour asseoir son pouvoir, sur la base de valeurs religieuses communes.**